



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté préfectoral complémentaire relatif à la société KNAUF SUD
exploitant une installation de fabrication et de transformation de polystyrène expansé,
37 route de la Salvetat, Z.I En Jacca à Colomiers**

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, L.511-1, R.181-45 ;

Vu l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), n° 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), n° 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou n° 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques n° 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 80 du 20 juin 2013, modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n° 131 du 13 octobre 2020, autorisant la société KNAUF SUD-OUEST à Colomiers, Z.I En Jacca, 37 chemin de la Salvetat ;

Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 04 février 2021 délivré à la société KNAUF SUD ;

Vu le dossier de porter à connaissance relatif aux modifications envisagées sur le site KNAUF SUD, transmis par courrier du 1^{er} février 2021 et complété le 23 septembre 2021 ;

Vu les rapports d'étude relative au comportement au feu du hall n° 7 de l'usine KNAUF SUD de Colomiers, établis les 13 août 2020 (indice de révision A) et 3 mars 2021 (indice de révision C) ;

Vu la mise à jour de l'étude de dangers du site KNAUF SUD de Colomiers transmise le 3 novembre 2021 ;

Vu l'avis des services d'incendie et de secours du 07 décembre 2021 ;

Vu les conclusions de la réunion du 27 janvier 2022 associant la société KNAUF SUD et les services du SDIS, établies le 14 février 2022 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 24 mars 2022 ;

Considérant la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants ;

Considérant que les modifications envisagées sur le site KNAUF SUD ne génèrent pas d'impact environnemental nouveau significatif ni de risques pour les tiers ;

Considérant que les projets de modification ne constituent pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que l'étude de dangers susvisée correspond, au regard des conclusions de l'exploitant, à une actualisation de l'étude de dangers, sans que le caractère approprié des mesures de maîtrise des risques ;

Considérant que les conclusions de la précédente étude de dangers de référence du site KNAUF SUD de Colomiers, et la compatibilité du site avec son environnement ne sont pas remises en cause ;

Considérant que la mise à jour de l'étude de dangers identifie, toutefois, plusieurs actions visant à renforcer le niveau de maîtrise des risques du site dont les actions suivantes :

- mise en place de ressources en eau complémentaires pour la défense incendie du site ;
- mise en place d'un système d'extinction automatique et manuelle à eau sur le stockage dynamique dans le hall n° 7.

Considérant qu'il y a lieu d'adapter l'autorisation environnementale afin d'intégrer les modifications présentées dans le porter à connaissance susvisé, ainsi que les actions de renforcement du niveau de maîtrise des risques du site identifiées dans la mise à jour de l'étude de dangers ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral n'a pas à être soumis à l'avis des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Considérant le décret n° 2020-559 du 12 mai 2020, modifiant la rubrique 2940 « Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en substituant le régime de l'enregistrement au régime de l'autorisation pour des volumes supérieurs à 200 kg/ jours ;

Considérant qu'au regard de ces volumes, l'installation est classée sous le régime de l'enregistrement mais que l'exploitant n'ayant pas à ce jour demandé à ce que son installation soit gérée via les règles de procédure de l'enregistrement, il reste soumis aux règles de procédure de l'Autorisation définies au titre VIII du livre Ier du code de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance de la société KNAUF Sud à Colomiers par lettre du 12 mai 2022, notifié le 23 mai 2022 afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant que la société KNAUF Sud n'a pas émis d'observations dans le délai imparti ;

Arrête :

Art. 1er – Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui leur sont applicables, les installations exploitées par la société KNAUF SUD-OUEST, à Colomiers (31770), 37 route de la Salvetat, Z.I En Jacca, sont soumises aux prescriptions complémentaires suivantes.

Ces dispositions sont prescrites en complément des prescriptions techniques imposées par l'arrêté préfectoral du 20 juin 2013 modifié complété susvisé.

Art. 2. – Le tableau de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 12 mai 2003 modifié et complété est abrogé et remplacé par le tableau ci-dessous :

Rubrique	Régime en vigueur	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation ou substance	Volume autorisé
2940-2-a	E	<p>Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801.</p> <p>2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé» (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant :</p> <p>a) Supérieure à 100 kg/ j</p>	<p>Hall n° 7 : 1 ligne de complexage employant au maximum 700 kg de colles vinyliques contenant moins de 10 % de solvants organiques (colle de type B)</p>	<p>Q = 700/2, soit 350 kg/j</p>
2661-1-b	E	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) :</p> <p>1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 10 t/j mais inférieure à 70 t/j</p>	<p>Hall n° 15 : Installations d'expansion et moulage des blocs de PSE</p> <p>Hall n° 7 : Lignes et machines de découpe au fil à chaud</p>	<p>40 t/ jour</p>

2663-1-a	E	<p>Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 :</p> <p>1. A l'état alvéolaire ou expansé (tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc.), le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 2 000 m³.</p>	<p>Hall n° 18 : Polystyrène en billes expansées et matière régénérée : 4 930 m³.</p> <p>Halls n° 9 et 16 : Polystyrène en bloc : 11 200 m³ (hall n°9) et 2 800 m³ (hall n° 16)</p> <p>Auvent n° 20 : Produits finis (polystyrène en plaques), produits de négoce : 16 000 m³</p> <p>plateforme logistique extérieure du site B : Produits finis (polystyrène en plaques) et produits de négoce : 7 490 m³ répartis comme suit : - Pavé B : 2 400 m³ ; - Pavé D : 2 600 m³ ; - Pavé W : 2 490 m³.</p> <p>Auvents extérieurs des halls n° 3 et 4 : Produits finis (polystyrène en plaques) et produits de négoce : 1 200 m³ répartis comme suit : - auvent extérieur du hall n° 3 : 600 m³ ; - auvent extérieur du hall n° 4 : 600 m³.</p>	43 620 m ³
1414-3	DC	<p>Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés</p> <p>3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)</p>	1 poste de distribution de GPL pour le remplissage des réservoirs des engins de manutention.	
2661-2-b	D	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) :</p> <p>2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage,</p>	<p>Hall n° 7 et local n° 17 du hall n° 7 : Installation de broyage des chutes techniques et rebuts de découpe.</p>	10 t/jour

		<p>broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j</p>		
2662-2	D	<p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510.</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³</p>	<p>Dépôt de polystyrène expansible (matières premières) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • auvent n° 14 ; • site B : plate-forme extérieure. 	950 m ³
2714-2	D	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³.</p>	<p>Stockage de déchets de polystyrène externes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 50 m³ à broyer avant intégration dans le procédé ; - 400 m³ à broyer/compacter pour valorisation externe sous l'auvent n° 20 ; - 100 m³ de matériaux compactés stockés en extérieur (Pavé B de la plateforme extérieure du site B). 	550 m ³
2791-2	DC	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971.</p> <p>La quantité de déchets traités étant :</p> <p>2. Inférieure à 10 t/j.</p>	<p>Hall n° 7 : Installation de broyage/ compactage de déchets pour valorisation externe</p>	4 t/j
2910-A-2	DC	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières</p>	<p>Hall n° 11 : Chaudière de production de vapeur au gaz naturel</p>	<p>Puissance thermique totale 5,4 MW</p>

		<p>entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>		
1530	NC	Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public.	Dépôt de cartons	Quantité stockée : 30 m ³
1532	NC	Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public :	Dépôt de palettes bois (30 m ³) et de cales de bois (100 m ³)	Quantité stockée : 150 m ³
2663-2	NC	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 : 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques	Dépôt de films plastiques d'emballage	Quantité stockée : 100 m ³
4718	NC	Gaz inflammables liquéfiés de	1 cuve de propane	Quantité :

		catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène)	liquéfié	2 t
--	--	---	----------	-----

(1) A : autorisation, E : enregistrement, D : déclaration, C : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement

Art. 3. – Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du porter à connaissance du 1^{er} février 2021 complété susvisé, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers et études déposés par l'exploitant. En tout état de cause, ils respectent, par ailleurs, les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Les installations objet du porter à connaissance du 1^{er} février 2021 complété susvisé respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques n° 2714 et 2791 de la nomenclature sur les installations classées susvisées, à l'exception pour le hall n°7 de celles portant sur la superficie de désenfumage définie à l'article 2.4.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2791.

Art. 4. – Volumes de déchets de polystyrène dans le hall n° 7

Dans hall n° 7, les volumes de déchets de polystyrène expansé à broyer sont limités aux en-cours de production. Il n'y a pas de stock de déchets de polystyrène expansé à broyer dans le hall n° 7 en dehors des phases de fonctionnement du broyeur. De même, dans le hall n° 7 la quantité de polystyrène expansé compacté est limitée à 1 palette d'en-cours.

Ces limitations de stockage font l'objet d'une consigne interne qui est diffusée à l'ensemble du personnel travaillant dans les zones concernées, et sont affichées à proximité de la zone de broyage-compactage.

Art. 5. – Dispositions constructives du hall n° 7

Pour le hall n° 7, les dispositions ci-dessous de l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 juin 2013 :

"ossature (ossature verticale et charpente de toiture) stable au feu de degré 1/2 heure si la hauteur sous pied de ferme n'excède pas 8 mètres et de degré 1 heure si la hauteur sous pied de ferme excède 8 mètres ou s'il existe un plancher haut ou une mezzanine ;"

sont remplacées par les dispositions suivantes :

"les dispositions constructives du hall n° 7 visent à ce que la ruine d'un élément de structure n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les locaux avoisinants, et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur. L'ensemble de la structure du hall n° 7 est à minima R 15."

Art. 6. – Mur coupe-feu en limite de site

Un mur est installé en limite Nord-Ouest du site B, en limite des parcelles cadastrées CP15 et CP126. Ce mur a les caractéristiques suivantes :

- hauteur minimale : 2,5 mètres ;
- longueur : 150 mètres linéaires ;
- REI120.

Art. 7. – Moyens de lutte contre l'incendie

À compter du 1^{er} janvier 2023, les dispositions de l'article 7.2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 juin 2013 sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 juin 2013 ;
- de systèmes de détection automatique d'incendie ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 ;
- d'une réserve d'eau incendie de 600 m³ installée sur la partie Sud du site B. La réserve d'eau incendie est équipée de raccords d'aspiration de diamètre 100 mm et doit disposer d'aires de stationnement de 32 m². Les raccords d'aspiration sont a minima au nombre de 4. Les aires d'aspiration sont a minima au nombre de 2 ;
- d'une installation d'extinction automatique (machines de découpe par fil chaud) ;
- d'une installation d'extinction automatique et manuelle au niveau du stockage dynamique (panneaux de polystyrène expansé en attente de complexage) dans le hall n° 7 ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- de robinets d'incendie armés.

La réserve d'eau et les aires d'aspiration doivent respecter les caractéristiques techniques précisées dans le Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie de la Haute-Garonne approuvé par arrêté préfectoral du 24 février 2017.

Les prises de raccordement sur les points d'eau incendie (appareils d'incendie, réserve d'eau) sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020). Les points d'eau incendie (appareils d'incendie et réserves d'eau) permettent de fournir un débit minimal de :

- 180 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures pour le site A. Les appareils d'incendie utilisés pour le site A doivent avoir les caractéristiques suivantes :
 - Le premier appareil est implanté à moins de 100 mètres de l'entrée principale du site A ;
 - et les suivants sont disposés selon le maillage présenté dans la mise à jour de l'étude de dangers susvisée ;
- 540 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures pour le site B. Les appareils d'incendie utilisés pour le site A doivent avoir les caractéristiques suivantes :
 - Le premier appareil est implanté à moins de 100 mètres de l'entrée principale du site B ;
 - et les suivants sont disposés selon le maillage présenté dans la mise à jour de l'étude de dangers susvisée ;

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau. Par ailleurs, un relevé de débit-pression simultané des appareils d'incendie utilisés pour la défense incendie du site B est réalisé et transmis aux services d'incendie et de secours et à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas un an à compter de la notification du présent arrêté.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie (extincteurs, RIA, installation d'extinction automatique) .

Deux exercices incendie pouvant comprendre des exercices d'évacuation sont réalisés chaque année et la date des exercices, y compris ceux réalisés avec le concours du SDIS, est tracée dans le registre de sécurité.

Dans un délai n'excédant pas un an à compter de la notification du présent arrêté, un exercice incendie est réalisé avec le concours du SDIS afin de tester la levée de doute interne du site, l'utilisation des moyens internes d'extinction, l'alerte et l'accueil des secours.

L'exploitant tient à la disposition des services d'incendie et de secours :

- une description des produits de décomposition du polystyrène expansible et expansé en cas de feu ;
- la composition des principaux composés toxiques présents dans les fumées d'incendie des produits stockés sur le site.

Art. 8. – Rétentions et confinement

L'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 juin 2013 est complété comme suit :

L'étanchéité des dispositifs assurant la rétention des eaux d'extinction incendie sont contrôlés annuellement.

Le bon fonctionnement des obturateurs est vérifié périodiquement.

Les résultats de ces contrôles et vérifications sont enregistrés sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces contrôles et vérifications.

Art. 9. – Accessibilité

L'article 7.2.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 juin 2013 est complété comme suit :

En l'absence de personnel sur les lieux, un dispositif d'ouverture agréé par les services d'incendie et de secours de la Haute-Garonne doit être installé sur les portails d'accès pompiers. Ce dispositif peut être de type carré (mâle de 6.5mm) ou triangle (femelle de 12mm) de manœuvre. Tout autre dispositif doit faire l'objet d'une validation par le service risques industriels et technologique du SDIS.

Le site doit disposer de voies privées internes qui permettent l'accès des engins des services d'incendie et de secours sur le site ainsi que l'acheminement du personnel de secours et de leur matériel, raccordées à la voie publique existante. Ces voies doivent correspondre aux caractéristiques d'une voie engin, défini ci-après :

- Largeur minimale de la bande de roulement (bandes réservées au stationnement exclues) :
 - 3,00 mètres (si sens unique de circulation) ;
 - 6,00 mètres (si double sens de circulation ou voie en impasse) ;

- Force portante suffisante pour un véhicule de 160 kilo-Newtons avec un maximum de 90 kilo-Newtons par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 mètres au minimum ;
- Résistance au poinçonnement : 80 Newtons/cm² sur une surface maximale de 0,20 m² ;
- Rayon intérieur des tournants : R = 11 mètres minimum ;
- Sur-largeur extérieure : S = 15/R dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres (S et R étant exprimés en mètres) ;
- Pente inférieure à 15% ;
- Hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de 3,50 mètres de hauteur (passage sous voûte).

Art. 10. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 11. – Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Art. 12. – Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télerecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

Art. 13. – Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie de Colomiers et peut y être consultée par tout intéressé.

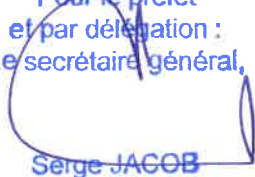
Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Colomiers pendant une durée minimale d'un mois. Le maire fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Art. 14. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne et le maire de Colomiers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société KNAUF SUD.

Fait à Toulouse, le

06 JUL. 2022

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général,

Serge JACOB